



Lettre n° 135 du 29-03-20

Au sommaire :

- **L'unité, pour nous, c'est l'unité, la solidarité des travailleurs pour se protéger et défendre leurs droits contre le capital**
- **La pandémie du covid-19 et la mondialisation capitaliste ou la nécessaire rupture vers un autre monde, socialiste, écologique - Bruno Bajou**

L'unité, pour nous, c'est l'unité, la solidarité des travailleurs pour se protéger et défendre leurs droits contre le capital

Mercredi soir, le 25 mars, Macron avait choisi de délivrer un nouveau message solennel depuis l'hôpital de campagne de Mulhouse mis en service la veille. Un décor militaire pour un discours martial appelant à « être unis », « à faire bloc » et... à rejeter toute critique ou contestation. « *Lorsqu'on engage une guerre, on s'y engage tout entier, on s'y mobilise dans l'unité a-t-il as-séné. Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays alors que nous ne devons avoir qu'une obsession : être unis pour combattre le virus. J'en appelle à cette unité, à cet engagement : être unis.* »

Et de chercher à bluffer l'opinion par l'annonce du déploiement de moyens militaires de santé -fortement diminués eux aussi depuis des années- à travers une opération cyniquement baptisée « Résilience » comme si la population devait, grâce à lui, sortir plus forte de la catastrophe sanitaire et économique en cours. Il n'a pas hésité non plus à se prévaloir du dévouement et de l'abnégation des personnels de santé comme des salarié-e-s qui font fonctionner les services indispensables à la collectivité dans des conditions scandaleuses d'insécurité. Ce n'est pourtant pas grâce à lui, mais bien parce que les travailleurs ont une conscience de l'intérêt général que n'ont ni Macron et ses ministres ni ses commanditaires du CAC40.

Cynisme et mépris de classe

Par les ordonnances publiées le même jour pour préciser la loi d'urgence sanitaire, le gouvernement en a encore rajouté dans les cadeaux faits au patronat. Le 17 mars, il avait offert 45 milliards d'euros aux entreprises pour financer le chômage partiel et reporter leurs cotisations ou impôts directs qui pourront ensuite être annulés éven-

tuellement, et mis sur la table 300 milliards d'euros pour garantir leurs emprunts. Les ordonnances du 25 mars leur donnent maintenant la possibilité jusqu'au 31 décembre 2020 de déroger au droit du travail, de faire travailler jusqu'à 46 heures par semaine au lieu de 44 heures sur une période 12 semaines et même 60 heures par semaine, d'imposer après accord d'entreprise de compter comme jours de congés jusqu'à 6 jours de confinement, et, de façon unilatérale et en avertissant un jour à l'avance, 10 jours comme des RTT ou au titre du compte épargne temps.

Alors que le personnel hospitalier était mobilisé depuis plus d'un an pour alerter de la catastrophe prochaine qui ne manquerait pas de survenir dans les hôpitaux et réclamer une rallonge budgétaire, rien n'a été mis sur la table de façon sonnante et rébuchante. Mercredi, Macron a promis « *un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières [...] pour l'hôpital.* » Mais, à peine croyable de mépris, ce sera... « *à l'issue de cette crise* ». Rien, de fait, pour réquisitionner ou faire produire tout le matériel qui manque, masques PFF2, vêtements de protection, tests de dépistage, respirateurs...

Dans le même temps, la direction de PSA prévoit de faire redémarrer ses usines pour produire des voitures, combien inutiles aujourd'hui, et elle affirme disposer de tout le matériel de prévention nécessaire qui manque tant dans les établissements de soins.

Une telle incurie n'a rien de naturel, elle est le résultat de choix sociaux et politiques. La crise actuelle du système de santé, la pénurie de moyens matériels et de personnel, sont le résultat de décennies de coupes budgétaires au détriment de l'hôpital public en faveur du système privé qui ont abouti au fait que la France dispose aujourd'hui de

0,73 lit de réanimation pour 10 000 habitants, mieux que l'Italie certes (0,58 lit) mais loin derrière l'Allemagne (1,25 lit). Il n'est pas question pour le gouvernement de revenir sur cette politique. Quant à faire le moindre geste pour soulager les conditions terribles dans lesquelles doivent survivre celles et ceux qui sont les plus exposé-e-s, SDF et mal logé-e-s, travailleur-se-s sans papier, Roms, personnes âgées et personnel soignant des EHPAD considérés par les grandes sociétés du secteur comme de la chair à profits, détenus et personnel des prisons, patients et soignants dans les établissements psychiatriques, le sujet n'a même pas été évoqué.

Une guerre contre les travailleurs et les populations

On n'imagine pas encore les ravages que fera la pandémie dans les pays les plus pauvres, les plus pillés depuis des décennies, dans les régions mises à feu et à sang par les guerres provoquées par les interventions des grandes puissances ou des puissances régionales comme au Moyen-orient, en Syrie, au Yémen, en Palestine, en Afrique subsaharienne... La pandémie s'étend à travers le monde entier, plus de 3 milliards de personnes sont confinées, plus de 500 000 contaminées... et c'est toute l'économie mondiale qui est maintenant à l'arrêt.

La rapidité de propagation de l'épidémie, la paralysie de l'économie mondiale qu'elle entraîne, permettent aux classes dirigeantes d'imputer au coronavirus ou à la mondialisation la faillite de leur propre système. Les bourses ont chuté de plus de 30 % et toutes les institutions internationales ou gouvernementales annoncent une dépression plus importante qu'en 1929. Le coronavirus a bon dos, il semble expliquer cette crise. En réalité, c'est la même logique de compétitivité, de recherche effrénée de la moindre goutte de profit, la mise en tension de toutes les forces du travail humain à exploiter pour servir en plus-value l'énorme masse des capitaux spéculatifs, qui ont logiquement débouché sur une crise d'une ampleur inédite à partir du moment où l'activité a été grippée à un endroit.

Jour après jour, les États, les banques centrales, les institutions financières internationales dévoilent un arsenal impressionnant de liquidités à injecter dans l'économie, des milliers de milliards de dollars ou d'euros qui éviteront peut-être un temps la banqueroute financière immédiate, le credit crunch, mais qui sont employées par les multinationales de la finance et de l'industrie pour colmater les brèches et continuer leurs fructueuses opérations sur les marchés financiers.

Partout le chômage grimpe en flèche, les innombrables travailleurs précaires sont remerciés sans revenus, une catastrophe sociale mondiale est en route.

Un plan d'urgence sanitaire et social

Les gros actionnaires des sociétés qui dominent l'économie mondiale comme les gouvernements dont ils sont les commanditaires sont absolument incapables d'apporter une solution d'intérêt général à la crise. On a en a un bon exemple dans le secteur aérien. Pendant vingt ans, les compagnies aériennes et les constructeurs comme Boeing et Airbus ont profité à plein de l'expansion du trafic et, depuis la crise de 2008-2009, des politiques d'argent facile, de prêts à taux bas, menées par les banques centrales et les États. Aujourd'hui, des sociétés comme Air France et Airbus prétendent, malgré l'épidémie et le confinement, faire venir leurs salariés dans leurs usines ou leurs ateliers de maintenance pour travailler alors que presque tout le trafic aérien est arrêté. Et ces sociétés réclament l'aide de l'État en mettant leurs pertes actuelles en avant alors que leurs bénéfices accumulés ont atteint des montants fara-mineux. « *Il y a des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* », disait Macron il y a quinze jours. Oui, n'en doutons pas, des nationalisations seront faites, d'Air France ou d'autres sociétés, une façon de socialiser les pertes en attendant des jours meilleurs.

Quant aux intérêts, aux besoins des classes populaires, ils ne peuvent être pris en compte que par les travailleurs eux-mêmes. L'ampleur de la crise, les drames qu'elle engendre n'ont de réponses que radicales. Contre l'épidémie, la réquisition de tous les établissements de soins et de tous les outils de production disponibles pour fabriquer le matériel nécessaire à la protection des soignants et au dépistage systématique, la création de milliers de postes bien rémunérés dans les hôpitaux à offrir dès maintenant aux sortant-e-s des écoles d'infirmier-e-s.

Pour ne pas faire les frais de leur crise et garantir à toutes et tous un emploi avec un salaire décent, la fermeture immédiate de la bourse et des marchés financiers, l'expropriation des banques et autres institutions financières et la création d'un service public unique de crédit afin d'orienter l'économie vers la satisfaction des besoins de l'humanité et de la nature.

Ces mesures d'urgence découlent pour ainsi dire naturellement du tsunami sanitaire et financier qui secoue la planète. C'est dès maintenant qu'elles devraient entrer en action et qu'il est nécessaire de s'en emparer. Il s'agit d'un plan de défense des droits fondamentaux de la population, un plan pour l'unité de tous les travailleurs contre la minorité parasitaire qui mène l'humanité à la catastrophe.

La pandémie du covid-19 et la mondialisation capitaliste ou la nécessaire rupture vers un autre monde, socialiste, écologique

La pandémie de Covid-19 continue de prendre de l'ampleur à travers le monde avec des chiffres effrayants et certainement minorés (plus de 650 000 personnes contaminées et de 30 000 morts) qui augmentent de plus en plus rapidement entraînant le confinement pour près de la moitié de l'humanité. Un confinement imposé, comme en Inde et ses 1,3 milliards d'habitants, par une répression policière et une violence insupportable qui frappent d'abord les populations les plus pauvres.

La pandémie a aussi brutalement accéléré le krach financier et la récession économique annoncés.

Face à l'ampleur de la catastrophe sanitaire et sociale, les gouvernements font surenchère de déclarations martiales et de mesures répressives pour contraindre les populations au confinement tout en maintenant la machine à profit. Mais ils ne peuvent pas masquer leur incapacité à anticiper une épidémie malgré les alertes des scientifiques, ni la responsabilité structurelle du système dont ils ne sont que les défenseurs zélés, le capitalisme mondialisé. « *Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour [...] Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai* » déclarait le 16 mars Macron, soucieux de donner le change.

Au-delà de cette démagogie destinée à étouffer les révoltes, alors que la crise continue à prendre de l'ampleur, se développe dans les populations, la jeunesse en particulier, le sentiment voire la conscience qu'il ne pourra pas y avoir de retour au fonctionnement prétendument normal « d'avant », que cette société devra changer profondément et qu'il s'agit donc de préparer dès à présent l'« après ».

Mais reste à savoir comment ?

Vendredi 27, 18 responsables d'organisations syndicales et associatives parmi lesquels Philippe Martinez (CGT), Aurélie Trouvé (Attac), Jean-François Julliard (Greenpeace) et Cécile Duflot (Oxfam), ont signé une tribune, « *Plus jamais ça !* », qui au nom de « *l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde* » défend toute une série de mesures anti-libérales dont la « *relocalisation des activités* », dans le « *cadre d'instances multilatérales et démocratiques* »... Ce texte a le mérite de soulever les problèmes auxquels nous sommes confrontés mais il reste prisonnier des vieilles illusions dépassées en la possibilité de réguler le capitalisme dans le cadre institutionnel.

A l'inverse, c'est en toute indépendance de ces illusions que les travailleurs et la jeunesse ont à se convaincre que l'avenir est entre leurs mains. La rupture dont parle

Macron ne pourra qu'être un processus révolutionnaire contre lui et son monde, un processus qui donnera des réponses pratiques et concrètes à la faillite de la mondialisation capitaliste qui a engendré cette catastrophe qui n'a rien de naturel mais qui était inscrite dans les contradictions même du fonctionnement du capitalisme.

Avec la crise sanitaire du coronavirus combiné à la faillite du capitalisme s'ouvre une période de transformation radicale de la société pour en finir avec la priorité privée et la concurrence.

De nouvelles épidémies, reflet d'une crise écologique globale

Si les virus sont naturels, pas plus cette épidémie que les précédentes ne le sont. Que ce soit dans la façon dont elles apparaissent ou dans la façon dont elle se répandent, ces nouvelles épidémies témoignent de déséquilibres écologiques produits par les interactions entre la société humaine et son écosystème. La succession récente de ces épidémies est une des facettes de la crise écologique globale provoquée par la mondialisation capitaliste qui a entraîné comme jamais des bouleversements très rapides des équilibres naturels de notre planète. Ces interactions sont conditionnées par la réalité sociale, politique, économique d'un mode de production qui ne connaît que la recherche du profit le plus immédiat et qui depuis des décennies impose, au nom des intérêts d'une minorité, une logique destructrice contre les peuples et leur environnement.

Comme le résume le biologiste américain Robert G. Wallace dans une récente interview¹ : « *Quiconque cherche à comprendre pourquoi les virus deviennent plus dangereux doit étudier le modèle industriel de l'agriculture et, plus particulièrement, de l'élevage animal. [...] Le capital est le fer de lance de l'accaparement des dernières forêts primaires et des terres agricoles détenues par les petits exploitants dans le monde. [...] L'agrobusiness vise à s'accaparer le marché alimentaire. La quasi-totalité du projet néolibéral est organisée autour du soutien aux efforts des entreprises basées dans les pays industrialisés les plus avancés pour voler les terres et les ressources des pays les plus pauvres. [...] On ne pourrait pas concevoir un meilleur système pour produire des maladies mortelles* ».

Les causes profondes de la pandémie actuelle sont à trouver dans l'organisation mondiale d'un système économique qui repose sur l'exploitation du travail humain et sur le saccage sans retenue de la nature.

Pour les scientifiques, cette pandémie est un cas d'école d'émergence infectieuse due à un saut d'espèce (« une zoonose »). Des virus adaptés à des espèces animales chez qui ils sont inoffensifs passent dans l'espèce humaine.

ne, parfois par l'intermédiaire d'une autre espèce. Avec le Covid-19, identifié en Chine à Wuhan dès décembre 2019, c'est la troisième émergence d'un coronavirus en moins de vingt ans. Il y a eu le SRAS en 2003 qui a tué environ 800 personnes à travers le Monde, le MERS qui a été identifié au Moyen-Orient en 2012 et a entraîné depuis le décès de 350 personnes. Le virus actuel est très proche des deux précédents avec un taux de mortalité pourtant bien inférieur mais, comme les scientifiques craignaient que cela arrive depuis le SRAS, ce nouveau virus est beaucoup plus contagieux et a pris la dimension d'une pandémie sans précédent en quelques semaines.

Ces virus, présents naturellement chez les chauves-souris, sont devenus transmissibles à l'Homme, dans le cas du SRAS par l'intermédiaire de la civette palmée, un petit félin asiatique, dans le cas du MERS par les élevages de chameaux et pour le Covid-19, l'animal intermédiaire est le pangolin (le fourmilier).

Mais ces contacts entre espèces à travers lesquels des virus présents et inoffensifs dans la faune sauvage, passent d'espèce en espèce jusqu'à l'être humain n'ont rien de « naturel ». Ils sont directement la conséquence de l'intensification du déboisement intensif au profit de l'agriculture et de l'élevage industriels qui réduit les zones d'habitats de la faune sauvage et multiplie les contacts entre espèces sauvages, espèces domestiques et humains, le plus souvent dans des conditions sanitaires déplorable, que ce soit celles des élevages intensifs ou celles de ces ceintures de misère qui entourent les grandes villes des pays pauvres.

Une catastrophe sanitaire, produit des contradictions du développement capitaliste

Ce phénomène d'émergence de maladies au contact des animaux n'est cependant pas nouveau, les épidémies accompagnent l'histoire de l'humanité depuis le Néolithique. L'apparition de l'élevage a entraîné une promiscuité nouvelle des hommes et des animaux d'élevages. Les microbes qui colonisaient les animaux domestiqués ont ainsi pu passer aux humains, s'adapter à eux et devenir ainsi transmissibles directement. La peste, la grippe, la rougeole sont ainsi des maladies humaines qui ont très certainement une origine chez d'autres espèces animales.

Le développement des villes et des échanges commerciaux a créé les conditions pour que ces maladies d'origine animale, ou d'autres plus spécifiquement humaines comme la variole et le choléra, prennent régulièrement la dimension de vastes épidémies touchant rapidement des centaines, des milliers de personnes.

La peste noire partie d'Asie par l'intermédiaire des rats et de leurs puces a ainsi au milieu du 14^{ème} siècle décimé la moitié de la population européenne. A partir du 15^{ème} siècle, la variole et la rougeole ont contribué, bien plus que les armes des Européens, à l'anéantissement des populations d'Amérique chez qui ces maladies n'existaient pas jusque-là.

Les progrès des sciences ont permis de comprendre l'origine microbienne de ces épidémies, l'amélioration des conditions sanitaires, comme la mise au point des vaccins avec les travaux de Jenner puis Pasteur et Koch, ont permis aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles de réduire leur ampleur jusque par exemple à parvenir à en éradiquer certaines comme la variole.

Mais malgré les progrès de la médecine, les épidémies loin de disparaître ont pris une nouvelle dimension avec la généralisation des rapports d'exploitation capitaliste dans le cadre de la mondialisation.

Ainsi certaines épidémies reviennent régulièrement car elles sont la conséquence du développement de la misère et de la pauvreté, de l'inexistence ou de la destruction des infrastructures sanitaires en période de guerre ou de crise. C'est le cas du choléra qui fait régulièrement des ravages dans les camps de réfugiés comme ce fut le cas en Irak pendant la guerre ou à Haïti suite au séisme de 2010.

La dernière grande épidémie qui a touché l'Europe est celle de la grippe espagnole qui a débuté pendant la première guerre mondiale au printemps 1918 et a tué entre 20 et 40 millions de personnes, soit bien plus que la guerre elle-même. Et là aussi ce terrible bilan s'explique surtout par l'affaiblissement général des populations mal-nourries, mal soignées, après 4 années de guerre impérialiste, de ravages et destructions des infrastructures.

Ce virus de la grippe qui a été identifié en 1933, présente la particularité d'avoir de nombreuses souches qui sont différentes entre elles, ce qui explique sa réapparition régulière sous forme d'une grippe saisonnière qui n'étant jamais tout à fait la même... fait craindre le retour d'une forme aussi dangereuse que celle de 1918.

La menace est apparue une première fois en 1997 à Hong-Kong quand un nouveau virus ayant causé la mort de 18 personnes fut identifié comme un virus de la grippe touchant les oiseaux... Plus d'un million de poulets furent abattus. Cette alerte ne faisait que confirmer une menace décrite par les scientifiques. Les élevages industriels de volailles créent des conditions idéales pour la recombinaison des virus entraînant régulièrement de vastes épidémies animales, mais aussi le passage de ces virus à d'autres élevages intensifs comme ceux des porcs. De plus leur empiètement sur ce qui reste de milieu sauvage multiplie le risque que de telles recombinaisons se fassent à partir de souches issues de la faune sauvage. Autant de mécanismes qui ne peuvent qu'aboutir tôt ou tard au passage de certains de ces nouveaux virus recombinés vers les populations humaines.

Une nouvelle alerte à la grippe aviaire a eu lieu en 2004, où une souche virale chez les oiseaux s'est répandue à une très grande vitesse entraînant le décès de 250 personnes dans le monde, essentiellement en Asie. Mais ce qui a limité ces deux épidémies est que ces virus ne sont pas devenus très contagieux entre humains.

D'autres virus émergents ont eu des conséquences bien plus dramatiques. Le virus du SIDA qui s'attaque au système immunitaire, serait passé des singes aux humains

au début des années 70 en Afrique, dix ans plus tard il était présent aux États-Unis et entraînait une des pires pandémies de l'Histoire qui continue à faire des ravages dans les pays pauvres où les médicaments les plus efficaces ne sont pas disponibles. Le virus d'Ebola, identifié au Zaïre en 1976, qui entraîne une fièvre hémorragique, fait régulièrement sa réapparition à partir des populations de chauves-souris d'où il peut se transmettre à plusieurs espèces de mammifères dont les singes et les humains. Des études ont montré que l'épidémie reprend à chaque vague de déforestation qui entraîne le déplacement des populations de chauves-souris et leur rapprochement vers des zones habitées.

Comme le souligne, l'écologue et parasitologue, Jean-François Guégan, « [...] depuis 50 ans, on assiste à une augmentation chez l'humain du nombre d'agents infectieux d'origine animale, [70 à 75 % des maladies infectieuses sont des zoonoses]. Et c'est lié aux évolutions des écosystèmes engendrées par la démographie et les activités humaines. Comme la déforestation des sols pour l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation minière. [...] C'est un véritable retour du boomerang créé par nos interactions de plus en plus fortes avec une biodiversité et des écosystèmes fragilisés par l'exploitation des espèces, une mondialisation des échanges, etc. Nous sommes actuellement en train de débusquer la bête ». ²

La nécessité d'un service public international de santé fondé sur la coopération des peuples

Face à ces épidémies dont les mécanismes sont décrits depuis des années par les scientifiques qui réclament la mise en place de programmes de surveillance, les États sont désarmés, incapables d'anticiper et donc de s'y préparer. Fondamentalement, la prise en compte de tels problèmes écologiques va à l'encontre de toute la logique de leur politique à court terme de démantèlement des services publics de santé et de recherche scientifique. Ils ne savent gérer que dans l'urgence, par des mesures autoritaires, les conséquences de leur propre politique au service des 1 % les plus riches de la planète avec comme seul horizon la logique des marchés et de la course au profit.

Cette folie d'un confinement sanitaire généralisé qui touche aujourd'hui la moitié de l'Humanité est devenu un impératif parce que le délabrement des hôpitaux publics (100 000 lits fermés en France en 20 ans), comme l'impréparation totale qui se traduit par le manque de matériels et de personnel, ne laisse pas le choix pour éviter l'effondrement de tout le système de santé. Comme le répète le professeur Raoult et bien d'autres médecins « *La seule stratégie qui fasse sens est de dépister massivement, puis confiner les positifs et/ou les traiter, tout comme les cas à risque puisque c'est possible* »... en utilisant pour cela tous les médicaments possibles. Incapable de fournir les moyens matériels indispensables à une telle stratégie, les gouvernements ne peuvent que se retourner contre les populations en leur imposant ce confinement qui n'est

qu'un piteux pis-aller... et qui d'ailleurs n'empêche pas la pandémie, hors de contrôle, de poursuivre son effrayante progression.

« *Cette pandémie menace l'humanité entière* » a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, mercredi dernier en plaidant pour un Plan de réponse humanitaire mondial mais en étant obligé de faire un appel aux dons de 2 milliards de dollars pour le financer. « *Face à cette menace, l'ensemble de l'humanité doit riposter. Une action et une solidarité mondiale sont cruciales. Les réponses individuelles des pays ne vont pas être suffisantes* » a-t-il ajouté. Pourtant, l'ONU comme l'OMS sont bien impuissantes face aux États qui ferment leurs frontières, face à la logique des marchés et de la finance qui continuent à imposer leur loi.

Cette pandémie devient ainsi un révélateur et un accélérateur de la crise qui l'a engendrée.

Révélateur de l'incapacité des gouvernements comme des organismes internationaux à mettre en œuvre une politique à l'échelle de la planète qui fasse passer les intérêts du plus grand nombre avant la seule préoccupation de sauver la finance, c'est-à-dire le droit pour une minorité de faire du profit avec ce qui est pourtant vital pour des millions de personnes, l'alimentation, la santé, l'accès à l'eau, etc..

Révélateur du cynisme des dirigeants du G20 qui ont promis jeudi d'injecter « *plus de 5 000 milliards de dollars* » dans l'économie mondiale pour « *contrer les répercussions sociales, économiques et financières de la pandémie* » avec surtout la préoccupation d'assurer le rebond de la croissance, de la machine à profits, tout en poursuivant leur guerre commerciale sur les cours du pétrole.

Cette crise et ce qu'elle révèle souligne la nécessité d'un véritable service public de santé à l'échelle internationale qui soit fondé sur la coopération démocratique entre les peuples.

Pour une planification mondialisée écologique et socialiste

Car les virus comme le climat se moquent des frontières. Et comme le rappelle le spécialiste des maladies infectieuses, Philippe Sansonetti : « *La connaissance des maladies infectieuses enseigne aux hommes qu'ils sont frères et solidaires. Nous sommes frères parce que le même danger nous menace, solidaires parce que la contagion nous vient le plus souvent de nos semblables* ». ³

A l'inverse de tous les réactionnaires qui, jouant sur les peurs suscitées par la pandémie, vantent les idées archaïques du repli derrière ses frontières, les réponses ne peuvent que reposer sur la coopération et la solidarité entre les peuples à l'échelle du monde.

La pandémie révèle l'absurdité de cette économie capitaliste dont toute l'organisation est conditionnée par la course aux profits, la compétitivité et la mise en concurrence de l'ensemble des salariés... Oui le marché, la concurrence libre et non faussée sont des absurdités quand il s'agit

d'agir pour répondre aux besoins réels des populations. D'ailleurs, Trump lui-même est obligé de brandir le *Defense Production Act*, un décret datant de la guerre de Corée, pour obliger General Motors à fabriquer dans l'urgence des respirateurs !

La nécessité de penser une réponse cohérente à l'échelle du monde et sur le long terme face à une telle pandémie et à la crise économique qu'elle va accélérer, rend plus que jamais d'actualité la perspective d'une planification rationnelle de la production et des échanges pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant notre environnement.

En cela cette crise est un accélérateur des évolutions de conscience. Face à l'incurie des classes dominantes, ne peut que se renforcer la conscience que ce sera à nous de prendre nos affaires en main, pour mettre en œuvre les mesures d'urgence indispensables, comme pour repenser tout le fonctionnement de la société, de son économie. Car il n'y a pas d'autres choix que de libérer l'ensemble de l'économie de cette minorité qui la parasite, pour engager les transformations nécessaires et réorganiser la production et les échanges à l'échelle du monde en fonction des besoins du plus grand nombre et non de l'accumulation des profits.

Cela implique la remise en cause du pouvoir des classes dominantes, du droit de propriété privée des moyens de production, celui au nom duquel aujourd'hui tout est sacrifié. Cela ne pourra se faire que sur la base de la socialisation du secteur de la santé, comme de l'alimentation... mais surtout car il est devenu la clé de voûte de tout ce système, du système financier.

Ce n'est que par cette libération et cette réappropriation des moyens de production qu'une planification de l'économie est possible. Une planification qui permettra de discuter des productions inutiles à arrêter, comme celle des armes, de faire démocratiquement des choix sur les sources d'énergies, sur le type d'agriculture et d'élevage à favoriser, ou sur les productions urgentes à développer pour améliorer le logement, la santé, l'éducation du plus grand nombre. C'est dans le cadre d'une telle planifica-

tion, démocratique et socialiste, que la satisfaction des besoins du plus grand nombre et l'indispensable respect de notre environnement cesseront de s'opposer pour permettre de construire un nouvel équilibre écologique à l'échelle de la planète.

Non il n'y a pas de retour en arrière possible et préparer « l'après » c'est prendre conscience qu'il nous faudra le construire contre les classes dominantes qui, malgré leurs promesses de changement, n'ont d'autres objectifs que de nous faire payer les conséquences de leur crise et de rétablir leur système...A leur logique de classe minoritaire, nous ne pouvons qu'opposer par nos mobilisations et notre solidarité un programme démocratique et révolutionnaire vers le socialisme.

Bruno Bajou

Notes :

1- **Agrobusiness et épidémie. D'où vient le coronavirus ?** Entretien fait le 13 mars 2020 avec le biologiste Robert G. Wallace, qui étudie la responsabilité de l'agriculture capitaliste dans l'émergence de nouvelles infections.

<https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/>

2- **L'altération des écosystèmes favorise l'émergence de nouvelles pandémies**, Interview de Jean-François Guégan, écologue et parasitologue, réalisée pour la préparation du «Virus au Carré» sur France Inter le 18 mars 2020

<http://effetsdeterre.fr/2020/03/20/maladies-emergentes-nous-sommes-en-train-de-debusquer-la-bete/>

3- **Covid-19, Chronique d'une émergence annoncée**. Texte d'une conférence faite le 16 mars 2020 au Collège de France, par le professeur Sansonetti, chercheur en épidémiologie

<https://laviedesidees.fr/Covid-19-chronique-d-une-emergence-annoncee.html>